

“La N-VA est prête à négocier avec le PTB si c’est pour tout régionaliser”

“Grâce à la réforme de l’impôt des sociétés, on est revenu dans le peloton. Mais si le peloton avance, il faudra avancer aussi. Et peut-être aller plus loin.”

■ Jan Jambon (N-VA), le vice-Premier ministre et ministre de l’Intérieur, livre sa vision des chamboulements de la politique francophone.

■ Il revient sur les grands dossiers du gouvernement fédéral et donne des indications sur ses souhaits pour une prochaine majorité.

Entretien Frédéric Chardon

Le plus grand parti flamand était resté discret sur les remous du côté francophone. Jan Jambon, le vice-Premier ministre et ministre de l’Intérieur, sort de sa réserve. Il se réjouit que le PS soit dans l’opposition en Wallonie. Il évoque également quelques grands dossiers qui devraient être abordés lors de la formation de la future majorité fédérale en 2019 : la refonte de l’administration fédérale, une nouvelle baisse d’impôts (IPP)... et la privatisation de la SNCB.

Il y a eu beaucoup de changements politiques du côté francophone cet été... Le PS a été remis dans l’opposition en Wallonie. Quel regard portez-vous sur ces événements en tant que nationaliste flamand ?

Lors de la dernière campagne électorale en 2014, tous les partis francophones disaient “jamais avec la N-VA”... On peut dire aujourd’hui que le climat a changé. Je le constate et je l’apprécie. La N-VA a prouvé qu’elle garde ses convictions mais qu’elle n’est pas le diable, que les nationalistes flamands ne sont pas des irresponsables incapables de signer un accord et de le respecter ensuite. Mais soyons clairs : en 2019, on reviendra avec notre programme communautaire et, après les élections, on évaluera ce qu’il est possible de faire en fonction des résultats de chacun. Ensuite, vous avez raison : la moindre des choses que l’on puisse dire, c’est que ça bouge en Wallonie pour le moment ! Pour la N-VA, ce n’est pas très clair : avec quelle Wallonie allons-nous devoir discuter après les élections ? Il y aura

presque une révolution électorale si les sondages qui donnent le PTB si haut devenaient une réalité.

La N-VA pourrait négocier avec le PTB ?

Ça dépend quoi. Hypothèse : en 2019, la Wallonie vote à gauche et à l’extrême gauche avec une Flandre qui reste au centre-droit. Si le PTB est d’accord avec nous pour le confédéralisme, pour donner toutes les compétences aux deux Régions pour qu’elles mènent chacune leur propre politique, alors, on est prêt à négocier avec ce parti. Mais, sans une nouvelle réforme de l’Etat, le PTB devra mettre vraiment beaucoup d’eau dans son vin pour s’entendre avec la N-VA (rires). Bonne chance pour trouver des points qui seraient acceptables pour nous tout en étant acceptables pour le PTB ! Soyons réalistes, un gouvernement socio-économique est impossible avec le PTB. Mais pour faire une réforme de l’Etat, peut-être.

L’éjection du PS de la majorité wallonne, est-ce une satisfaction pour la N-VA qui ne porte pas les socialistes dans son cœur ?

Je suis content de cette évolution. Mais il y a deux démocraties dans ce pays : la démocratie wallonne et la démocratie flamande. Je suis ce qui se passe en Wallonie avec beaucoup d’intérêt mais, en fait, c’est aux Wallons de gérer leurs affaires. Qui suis-je pour faire des commentaires ? Il est clair que je préfère la nouvelle coalition wallonne, qui associe notre partenaire MR au CDH, que le gouvernement précédent où se trouvait le PS. Ce sera plus facile pour le fédéral de parler avec le nouveau gouvernement wallon. Pour nous, le PS est surtout un problème lorsqu’il

gère le niveau fédéral. Si, en Wallonie, les élections donnent demain le PS vainqueur, je respecterai cela sans problème en ce qui concerne le niveau régional wallon. Au fédéral, c’est différent : si le PS est au pouvoir, cela aura un impact sur les Flamands.

Comment jugez-vous le coup politique de Benoît Lutgen, le président du CDH ?

Le lundi 19 juin, lorsqu’on a appris qu’il voulait mettre le PS en dehors des majorités, j’ai d’abord pensé qu’il avait dû travailler tout le week-end, que tout était prêt. Que, dès mardi, il allait enchaîner directement avec la composition de trois nouveaux gouvernements. Ou, en tout cas, qu’il avait des partenaires pour commencer à négocier. Mais je constate que Benoît Lutgen n’avait pas préparé le terrain.

On sent que le CDH veut monter dans une “suédoise 2” après les prochaines élections. Est-ce possible pour vous de voir éventuellement arriver le CDH en 2019, alors que certains humanistes qualifiaient la N-VA de parti raciste ? Ce sont des mots très durs. Mais d’autres partis ont également été durs avec nous. Avec Elio Di Rupo, nous avons été autour de la table pendant un an et demi durant la crise politique de 2010-2011 et je n’oserais pas répéter ce que certains mandataires du PS ont dit de la N-VA... Mais je sais aussi que la politique est un monde impitoyable. On dit beaucoup de choses, surtout en campagne électorale. Le CDH était invité en 2014. Il n’est pas venu à la table. En 2019, la N-VA reviendra avec un programme communautaire en plus du socio-économique et on verra bien quelle partie de notre programme on pourra réaliser et avec qui. Mais ça, on ne le saura qu’à la fin de négociations gouvernementales, pas avant.

“La N-VA a prouvé qu’elle garde ses convictions mais qu’elle n’est pas le diable.”

“L’impôt des personnes physiques est encore trop élevé”

Le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), initialement critiqué, a obtenu une victoire politique cet été grâce à la réforme de l’impôt des sociétés (qui tombe à 25 % et jusqu’à 20 % pour les PME). Le dossier n’était pourtant pas dans l’accord de majorité de 2014. Sur le plan fiscal, ne faudrait-il pas aller encore plus loin en faveur des entreprises vu la compétition entre les pays européens sur ce plan ?

Mon idéal, c’est qu’on ne demande plus d’impôts du tout... Plus sérieusement, je pense qu’on a réalisé une étape énorme. D’autres pays en Europe font le même exercice, c’est juste. Il faut donc toujours surveiller ce que les voisins font. Ici, on est revenu dans le peloton. Mais si le peloton avance, il faudra avancer aussi. Et peut-être aller plus loin.

Il y a quelques jours, Johan Van Overtveldt a évoqué la privatisation de la SNCB. Il a été contredit immédiatement par le Premier ministre, Charles Michel. Vous partagez le point de vue du ministre des Finances, qui appartient à la même formation politique que vous ?

Il est clair que la privatisation de la SNCB n’est pas sur la table actuellement. La réaction de Charles était très correcte mais Johan a simplement dit que l’on peut étudier chaque hypothèse de privatisation dans le cadre d’une réflexion globale. On doit toujours étudier ce que l’on peut faire, la privatisation de la SNCB n’est pas un tabou pour la N-VA.

Est-ce que cela pourrait arriver tout de même à l’agenda du gouvernement avant 2019 ?

C’est un dossier tellement important que, si on veut vraiment le réaliser, il faut l’inscrire à l’agenda de négociations pour la formation du prochain gouvernement. Pour la réforme de l’impôt des sociétés, ce n’était pas dans l’accord de gouvernement, c’est vrai. Mais il y avait eu une telle évolution des données économiques qu’une réaction était nécessaire. Pour la SNCB, on sait que le réseau sera libéralisé dans quelques années. Et il faut que la SNCB soit la plus à même de faire face à cette libéralisation.

Donc, la privatisation de la SNCB fera partie des revendications de la N-VA pour la formation d’un prochain gouvernement en 2019.

Oui, c’est clair. On est en faveur de la privatisation de l’exploitation (la SNCB), pas du réseau ferroviaire (Infrabel). C’est dans notre programme.

Beaucoup de choses ont déjà été accomplies par l’actuelle majorité sur le plan socio-économique (tax shift, baisse de l’impôt des sociétés, réforme des pensions, etc.). Qu’est-ce que la N-VA pourrait demander en 2019, au-delà de la SNCB ou du “communautaire” ?

Je pense notamment à la refonte de l’administration fédérale. On n’y est pas encore arrivé : moderniser l’administration fédérale, la faire rentrer dans le XXI^e siècle, grâce notamment aux technologies de l’information. Il faut tout repenser, il y a encore

beaucoup à faire. Ce serait une réforme très profonde. Regardez dans les entreprises et comparez, par exemple, le fonctionnement des banques aujourd’hui au fonctionnement des banques il y a 10 ans. Tout a complètement changé. Tout se fait par ordinateur. Et dans l’administration publique ? On n’a pas encore connu la même évolution grâce aux technologies de l’information. Le service au public sera amélioré et l’Etat fera des économies grâce à ces investissements. Le retour sur investissement sera énorme.

Rien sur le plan fiscal ?

Je pense que l’impôt des personnes physiques (IPP) est encore trop élevé en comparaison avec les autres pays. Je ne peux pas vous en dire plus pour l’instant.

“La privatisation de la SNCB n’est pas un tabou pour la N-VA.”

La FEB (Fédération des entreprises de Belgique) demande qu’on garde après 2025 deux à trois réacteurs nucléaires en activité. Est-ce envisageable pour

vous ? Charles Michel a déjà dit non dans “La Libre” de jeudi dernier.

La N-VA est un parti loyal. Le gouvernement a voté une loi pour fermer les centrales en 2025. On va la respecter. Mais il est clair qu’on doit avoir assez d’énergie pour faire tourner notre économie. On verra comment les choses évoluent mais, pour le moment, nous respectons la date de 2025 pour la sortie du nucléaire.